

Questions orales

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, puisque le député insiste pour que je fasse connaître mon opinion personnelle à cet égard, j'aurais cru que, premièrement, il y aurait un juste équilibre entre écouter 140,000 personnes et en écouter quelques unes. Deuxièmement, j'aurais cru que les dirigeants des associations agricoles de l'ouest et d'autres organisations représentaient les agriculteurs de l'ouest; beaucoup de leurs dirigeants sont élus, certains plus fréquemment que les députés au Parlement. J'aurais cru que leurs vues seraient représentatives de celles des agriculteurs de l'Ouest.

M. Deans: Vous ne permettez pas aux agriculteurs de se faire entendre?

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA DÉCLARATION D'UN AMIRAL CANADIEN

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, l'amiral Falls, président de la commission militaire de l'OTAN, a tenu les propos suivants:

Si les pourparlers sur le contrôle des armements échouent, il nous faudra peut-être agir unilatéralement, surtout en vue de réduire nos armes nucléaires tactiques, puisque nous en avons déjà trop... Ce serait là une façon de démontrer aux Soviétiques que les deux camps peuvent mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires.

Bien que l'amiral Falls relève de l'OTAN, c'est le ministère canadien de la Défense nationale qui lui verse son traitement. Cela étant, le ministre veut-il nous dire si la déclaration de l'amiral reflète la politique du gouvernement canadien?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je n'ai pas encore pris connaissance de la déclaration précise de l'amiral Falls, mais je sais que les besoins des effectifs de défense de l'OTAN sont actuellement à l'étude et c'est peut-être ce dont l'amiral Falls voulait parler. Le député n'ignore pas que, de temps à autre, des observations provoquent une controverse sur l'emploi des armes nucléaires tactiques. Il n'est pas étonnant que l'amiral Falls évoque ce sujet et la possibilité de réduire l'arsenal nucléaire. L'ancien ministre de la Défense nationale sait très bien qu'à une époque, l'OTAN a réduit d'un millier de pièces son armement nucléaire en Europe.

M. McKinnon: Madame le Président, l'amiral Falls a parlé d'un désarmement unilatéral, mais cela semble avoir échappé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

LE RETRAIT D'EUROPE DES OGIVES NUCLÉAIRES AMÉRICAINES

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, les États-Unis ayant déjà retiré d'Europe 1,000 ogives nucléaires en l'espace de quatre ans, sans que les pays du Pacte

de Varsovie prennent aucune mesure réciproque, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pense-t-il que la poursuite de ce désarmement unilatéral aura d'autres résultats que ceux qu'il a eus jusqu'ici?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, comme le député le sait, certains pays, notamment les membres de l'OTAN, par l'entremise des États-Unis, s'efforcent d'obtenir une réduction des armements, dans le cadre des négociations qui se poursuivent maintenant à Genève. Nous tâchons toujours de favoriser non pas le désarmement unilatéral, mais plutôt un désarmement équilibré et vérifiable et une réduction des armements. Telle est la politique de l'OTAN, qui a récemment été confirmée à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. Au cours de cette réunion, l'Alliance a réaffirmé son intention de déployer des armes en Europe si les négociations de Genève ne donnaient pas de résultats tangibles. C'est la politique que l'OTAN a adoptée et je la réitère pour la gouverne du député.

* * *

LA LIBERTÉ D'INFORMATION

LE RAPPORT DE LA COMMISSION MACBRIDE

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il doit savoir que l'UNESCO, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, favorise le rapport de la Commission MacBride ou le nouvel ordre international de l'information. Quelle est la position du Canada au sujet du rapport de la Commission MacBride?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je connais l'auteur et la nature de ce rapport. La dissémination de l'information a été débattue à l'Organisation des Nations Unies. Il y a des divergences d'opinions sur la meilleure façon de résoudre la question. Si le député a certains renseignements précis au sujet de ce qu'il appelle un nouvel ordre d'information, je m'empresse de lui obtenir des détails.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, le ministre doit savoir qu'il y a environ cinq ans le Prix Lénine de la paix a été décerné à M. Sean MacBride. Toutefois, ce qui est encore plus important, le rapport dans son entier vise à restreindre l'information émanant de chaque pays selon les bons vœux du gouvernement en place. Le Canada appuie-t-il une politique de ce genre ou notre gouvernement s'y opposera-t-il?